

# Solidarité avec la classe ouvrière et le peuple grecs !

**Leur lutte est celle de tous !**

Le 5 mai dernier, la classe ouvrière et le peuple grecs ont de nouveau paralysé complètement le pays, contre le plan brutal d'ajustement de l'Union européenne et du FMI, appliqué par le gouvernement « socialiste » du PASOK. **C'est la quatrième grève générale** depuis que, en décembre dernier, la crise de la dette grecque s'est déclenchée. Des marches grandioses ont parcouru Athènes et toutes les villes grecques. Des dizaines de milliers de manifestants ont encerclé et attaqué le parlement grec, la grande institution de la démocratie bourgeoise, transformée en chambre de soumission au diktat des grandes puissances de l'Union européenne. Les chocs avec la police se sont généralisés. Une nouvelle grève générale est appelée pour le 20 mai.

**« Ils veulent nous transformer en pauvres »**

Le plan d'ajustement est draconien : coupures dans l'emploi public ; réduction de 25 % du salaire pour les employés publics ; baisse des pensions de 20 % ; augmentation de l'âge de la retraite ; de grandes coupures dans les services publics ; des reculs graves dans les droits du travail, comme l'abolition des conventions collectives, la libéralisation et la baisse du coût des licenciements ; une augmentation très importante des d'impôts (la TVA passe de 19 % à 23 % et les taxes sur l'essence, l'alcool et le tabac passent à 10 %, alors que les impôts pour les patrons diminuent) ; privatisations de tout ce qui reste encore à privatiser.

Les travailleurs grecs ont défini avec précision l'objectif du plan : **« ils veulent nous transformer en pauvres »**, **« ils veulent nous faire retourner aux années 50 »**. C'est un plan pour saigner sauvagement le peuple grec afin que les banquiers allemands, français et grecs, ainsi que d'autres rapaces financiers continuent à s'enrichir avec la grande affaire de la dette publique. Pour cela, ils ont transformé la Grèce en un protectorat économique sans souveraineté nationale.

## L'UE au bord de l'abîme

La crise grecque et son effet de « contagion » ont désamorcé une crise générale qui a placé la zone euro et l'UE au bord de l'abîme et menace avec une nouvelle crise financière mondiale, encore plus dévastatrice que celle qui s'est déchaînée après la faillite de Lehman Brothers en 2008. Dans une tentative désespérée, l'UE a approuvé un plan européen majeur de « sauvetage », doté de 750 milliards d'euros, destiné à des prêts d'urgence aux pays de l'euro en risque de cessation de paiements. Le FMI (où les Etats-Unis ont le dernier mot) se chargera du tiers de ces fonds. Il a été décidé aussi que la Banque Centrale Européenne achète la dette publique et privée des pays en danger et maintienne toutes les facilités de crédit aux banques. En même temps, les gouvernements de l'Allemagne et de la France ont imposé **un système strict de contrôle qui, comme pour la Grèce, transforme les pays périphériques dans de véritables protectorats économiques.**

La clé du plan de sauvetage de l'UE n'est rien d'autre que d'imposer un recul historique à la classe ouvrière européenne. C'est pourquoi des conditions radicales ont été établies pour appartenir à la zone euro et à l'UE, ainsi que des mesures draconiennes pour accéder aux fonds de « sauvetage », selon le modèle grec. Il est écœurant d'entendre dire que les prêts sont pour « aider la Grèce », quand le peuple travailleur grec ne verra pas un seul euro de cette « aide » mais, au contraire, seulement des pénalités et des souffrances.

**La Grèce annonce déjà les plans d'ajustement pour toute l'Europe, à commencer par des pays plus faibles** comme le Portugal, l'Espagne, l'Irlande ou l'Italie. **Les gouvernements espagnol et portugais** ont déjà annoncé un paquet radical de durcissement de leurs plans de choc. Il est prévu, en outre, que ces plans **vont encore s'intensifier**, parce que le recul économique qu'ils provoquent finit par produire davantage de déficit public et davantage de dette... jusqu'à ce que le pays, saigné à blanc et épuisé, ne puisse pas payer et soit obligé de déclarer la cessation des paiements.

## A bas l'UE ! Pour une Europe des travailleurs et des peuples !

La Grèce a mis en évidence qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de l'UE ni dans le cadre du respect des bases du capitalisme. L'UE s'est montrée comme l'expression saugrenue de l'Europe du Capital et comme une créature antidémocratique irréformable. Il n'y a pas moyen de faire face à l'acuité de la crise grecque, à la catastrophe que cela représente pour le peuple grec, si ce n'est en déclarant la **non-reconnaissance de la dette**, en **rompant avec l'euro et avec l'UE** et en prenant des **mesures radicales et urgentes pour réorganiser l'économie** au service de la grande majorité : exproprier la banque, nationaliser les entreprises stratégiques, distribuer le travail, établir le monopole du commerce extérieur et chercher la solidarité de classe des travailleurs européens, dans la lutte commune pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour des **Etats-Unis Socialistes de l'Europe.**

**« Nous sommes tous des travailleurs grecs »**

Le conflit grec est la première grande épreuve de force entre le capital financier et la classe ouvrière européenne, une classe ouvrière qui a la chance que cette première épreuve se joue en Grèce, le pays avec la classe ouvrière la plus combative du continent et où la bureaucratie syndicale trouve davantage de difficultés pour contrôler un mouvement ouvrier dans la base duquel la gauche de classe et combative dispose d'un poids important.

Les travailleurs grecs sont un exemple magnifique de combativité et de courage pour toute la classe ouvrière européenne. Ils marquent le chemin à suivre et méritent, étant la partie la plus avancée, la plus ample solidarité de classe. Nous devons tous répondre à l'appel des travailleurs grecs : « **Peuples de l'Europe, debout !** ». La lutte de la Grèce est la nôtre, celle de tous. Soutenir la Grèce et unir nos forces contre les plans d'ajustement, voilà la grande tâche des travailleurs.

## **Organiser la résistance commune à l'échelle européenne**

Différentes organisations syndicales européennes ont signé un manifeste intitulé « *Nous sommes tous des travailleurs grecs* », dans lequel elles affirment : « *Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires se sont organisés internationalement. Le mouvement syndical doit agir au-delà des frontières pour imposer un autre système, différent. (...) Nous espérons **avancer dans l'instauration d'un réseau syndical alternatif en Europe**, ouverte à toutes les forces qui veulent combattre contre le capitalisme et le libéralisme. Développons et coordonnons les luttes sociales et construisons la résistance commune au niveau européen ! **Face à la crise la grève générale est nécessaire. Nous voulons la construire !** ».*

Soutenir cette lutte avec toutes nos forces et faire des pas pratiques sur ce chemin, voilà le compromis des organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), engagées dans la lutte pour construire une nouvelle direction politique et syndicale des travailleurs européens, indispensable pour avancer vers le renversement de la bourgeoisie et l'établissement du socialisme basé sur la démocratie ouvrière.

**LIT-QI, le 7 mai 2010**